

## ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES DES MÉDIAS

### Déclaration sur les menaces et intimidations à l'encontre du journaliste Inoussa Ouédraogo

Inoussa Ouédraogo, journaliste, président de la Société des éditeurs de la presse privée (SEP) et membre du Comité de pilotage du Centre national de presse Norbert Zongo (CNP-NZ) fait l'objet, depuis plusieurs mois, de menaces, de filature, d'intimidations et de pressions diverses.

Ces menaces se sont accentuées dernièrement suite à la participation de notre confrère à l'émission « 7 Infos » de la Télévision BF1 le 13 août 2023. Il avait représenté les Organisations professionnelles des médias (OPM) à cette émission voulue par la télévision qui avait souhaité aborder la suspension de la radio Oméga par le gouvernement, dénoncée par les OPM à travers une déclaration publique le 11 août 2023. Les téléspectateurs de cette émission de grande audience se souviennent encore du passage très remarquable de Monsieur Ouédraogo qui avait fermement démontré le caractère totalement illégal et arbitraire de la décision du gouvernement.

Les auteurs des menaces usent de plusieurs stratagèmes. Dans la nuit du 13 août 2023, aux environs de minuit, des individus, venus à moto, ont stationné devant le domicile de Monsieur Ouédraogo. Pendant que la moto est restée en marche avec le conducteur à bord, l'un d'eux est monté sur la voiture de notre confrère qui était garée dehors pour jeter un coup d'œil dans la cour. Malheureusement pour lui il est tombé sur le regard des jeunes qui causaient toujours dans la cour autour d'un thé. L'espion est aussitôt descendu du toit de la voiture et la moto qui l'attendait est repartie en trombe. Bien évidemment, une telle scène laisse courir toutes les hypothèses possibles. Mais puisqu'il ne s'agit pas d'un acte isolé, nous sommes bien fondés à croire que cet espionnage a un lien avec les prises de positions de notre confrère et singulièrement son dernier passage à BF1, puisque c'est cette même nuit que la scène décrite a eu lieu.

Il y a également d'autres faits inquiétants. Plusieurs appels et enregistrements audios porteurs de menaces claires d'attenter à sa vie ont été adressés à des membres de la famille de Inoussa Ouédraogo. Dans leurs messages, les auteurs mettent en garde le journaliste et profèrent des menaces de mort « s'il n'arrête pas ses analyses contre le président de la Transition, le Capitaine Ibrahim Traoré » lors des émissions auxquelles il participe. Ces individus ont avoué à leurs interlocuteurs que s'ils ne sont pas passés à l'acte jusque-là, c'est en raison de certaines considérations familiales.

Visiblement ce sont les positions des OPM condamnant la mesure illégale de suspension de la Radio Oméga et défendues par Inoussa Ouédraogo au cours de l'émission « 7 Infos » ainsi que la visite rendue à Radio Oméga par une délégation des OPM conduite par Inoussa Ouédraogo, qui lui valent cette haine viscérale des fossoyeurs de la liberté d'expression et de la presse. Des individus sans foi ni loi qui se croient investis de pouvoirs pour s'attaquer aux Hommes de médias et à toute voix qui oserait dénoncer les travers de la Transition, porter des critiques sur la gestion de la situation

sécuritaire ou émettre des avis contraires à la volonté des autorités. A titre illustratif, rien qu'en juillet 2023, Ismaël Ouédraogo, journaliste, Directeur général de la télévision Burkina info TV, a fait l'objet de menaces et d'injures suite à un éditorial sur le projet de référendum constitutionnel.

Les menaces contre nos confrères Inoussa Ouédraogo et Ismaël Ouédraogo viennent grossir les nombreux cas de menaces contre les médias et les journalistes dénoncées à maintes reprises par les OPM et qui n'ont hélas pas encore été élucidées, restant ainsi impunies.

Et pourtant dans une déclaration en date du 25 août 2022, nous écrivions ceci : « Nous rappelons à juste titre, le dossier Norbert Zongo et ses compagnons d'infortunes assassinés et calcinés à Sapouy, qui est toujours en souffrance au niveau de la justice.

Plus récemment les attaques ou menaces contre les domiciles des journalistes Ladji Yacouba Bama, de Sery Baoula, de Siriki Dramé, par ailleurs Secrétaire général du SYNATIC, de Lionel Bilgo, à l'époque chroniqueur acerbe sur la gouvernance politique et sécuritaire, de Bassolma Bazié, à l'époque Secrétaire général de la Confédération générale du travail du Burkina (CGT-B), et de Dr Daouda Diallo, Secrétaire général du Collectif contre l'impunité et la stigmatisation des communautés (CISC), etc., toutes ces violations et bien d'autres restent à ce jour impunies et cela sonne comme un blanc-seing donné à tous les aventuriers animés par une haine viscérale contre les journalistes, les syndicalistes et les activistes des droits de l'Homme ». Hélas !

Nous rappelons à toute fin utile aux exécutants des menaces et autres basses besognes, à leurs commanditaires et complices, que le peuple burkinabè sait être patient, mais n'a à aucun moment accepté l'injustice et l'impunité. Tôt ou tard, chacun devra rendre compte de ses actes. Les procès récents du coup d'Etat de septembre 2015, de l'affaire Dabo Boukari et du dossier Thomas Sankara, sont des preuves de la ténacité du peuple burkinabè et de son aversion pour les injustices, les brimades inutiles et l'impunité.

Les Organisations professionnelles des médias signataires de la présente déclaration :

- considèrent que ces menaces contre Inoussa Ouédraogo valent pour elles-mêmes, puisque M. Ouédraogo n'a été que leur porte-parole ;
- rappellent à l'opinion nationale et internationale que le cas Norbert Zongo, encore pendant devant la justice, avait aussi commencé par des faits de ce genre ;
- apportent leur soutien sans faille et toute leur solidarité aux confrères Inoussa Ouédraogo, Ismaël Ouédraogo et à leurs familles ;
- condamnent avec force les menaces, pressions et intimidations dont ils sont l'objet ;

- tiennent les autorités de la Transition pour responsables des cas répétés de violation de la liberté d'expression et de la presse, surtout que les auteurs se présentent comme des inconditionnels du Président de la Transition ;

- mettent en garde les princes du moment et leurs ouailles contre toute atteinte à l'intégrité physique ou morale de nos confrères ;

- appellent les autorités compétentes à se saisir de la question afin d'assurer urgemment la sécurité des confrères menacés et de leurs familles ;

- invitent le Procureur du Faso à, d'une part, ouvrir diligemment une enquête pour arrêter et traduire en justice, les auteurs des menaces et leurs commanditaires et d'autre part, faire la lumière sur tous les autres cas de menaces et intimidations déjà dénoncées par nos organisations ;

- encouragent tous les journalistes persécutés et l'ensemble des confrères à continuer d'exercer leur métier de façon professionnelle ;

- réitèrent leur appel aux Burkinabè épris de paix, de justice et de liberté, aux démocrates, à dénoncer de telles forfaitures et à s'opposer à la remise en cause grave des acquis démocratiques arrachés au prix d'énormes sacrifices par nos devanciers.

Fait à Ouagadougou, le 29 août 2023

Pour le CNP-NZ,

Le Président

Siriki Dramé

Pour l'AJB,

Le Président

Guézouma Sanogo

Pour la SEP,

Le Secrétaire Général

Abdoulaye Tao

Pour le SYNATIC,

Le Secrétaire Général Adjoint

Aboubakar Sanfo

Pour Reporters du Faso,

Le Président

Moumouni Simporé

Pour l'AEPJLN,

Le Coordinateur

Evariste Zongo

Pour l'AEPML,

Le Président et PD / Le Secrétaire Général

Amidou Kabré

Pour l'APAC,

La Présidente de la transition

Bénédicte Sawadogo

Pour l'AMC

André Eugène Ilboudo

Pour l'UBESTV,

Le Président

Ismaël Ouédraogo

Pour l'UNALFA,

Le Président

Lamoussa Jean-Baptiste Sawadogo

Pour l'OBM,

Le Président

Hamado Ouangraoua